

Une info chassant l'autre, notre attention est sans cesse requise par une « urgence » médiatique. Notre esprit, comme celui des hommes politiques, est ainsi condamné à un saute-mouton perpétuel; lequel nous enchaîne à une tyrannie de l'insignifiance. Ce n'est pas tant que nous manquons d'informations, nous en avons trop et les journalistes font plutôt mieux leur travail. En revanche, l'attention soutenue devient un exercice si rare que nous nous laissons intoxiquer jour après jour par le sautilllement décervelant des nouvelles (...) U n clou chasse l'autre en quelques heures. (Jean-Claude Guillebaud)

Ce que M.Sarkosy appelle « règle d'or » (...) est plutôt une « règle d'airain », avec mise en congé des Parlements et prise de pouvoir par les oligarchies financières et technocratiques. (Jean-Pierre Chevènement)

Le suicide provoque en France 4 fois plus de morts que les accidents de la route...

L'industrie du luxe se porte mieux que jamais. Pour prendre un exemple, les ventes de Porsche auraient progressé de 25%. Vérification faite, je précise que le modèle *911 Carrera 2 Speedster* 2011 de base coûte 206 305 euros, soit dix-huit années des revenus d'un « pauvre ». Oui, nous nageons bien en pleine folie. J'ai parfois envie de prendre mes confrères par le bras pour leur dire : vous vous rendez compte de ce qui nous arrive? Cette régression vers un système de castes; cet abandon des principes fondateurs de la social-démocratie dans le pays d'Europe le plus attaché à l'égalité; cette émergence d'une nouvelle « barbarie sociale »... Voilà plusieurs décennies que le processus est enclenché. Et nous avons laissé faire ! Consciemment ou pas, nous avons consenti, nous aussi, à « ignorer les pauvres » (1). Ce mouvement de fond, cet écroulement progressif de la justice sociale constitue le vrai grand sujet d'aujourd'hui. Il devrait faire les gros titres, occuper dix fois plus de place que le crépitement des pauvres buzz en tout genre. (...) Devant cette folie, il ne suffit pas de s'apitoyer. C'est une formidable domination qui se met en place. Il faut hurler. Et se battre. (Jean-Claude Guillebaud) (1) « *L'Art d'ignorer les pauvres* », par John Kenneth Galbraith, Les Liens qui libèrent-le Monde diplomatique.

Lorsqu'on atteint le but, on rate tout le reste. (proverbe oriental)

Les récentes émeutes en Angleterre n'ont pas manqué de m'interpeller (...) Derrière le discours entendu de la dénonciation de la violence irrationnelle d'une jeunesse en rupture avec les valeurs fondamentales de la société britannique, je relève avec intérêt la sulfureuse conclusion de l'éditorialiste en chef du très conservateur « The Telegraph » durant les événements : « *Les émeutiers ont un modèle : l'élite anglaise !* » L'élite anglaise d'aujourd'hui - comme celle de bien d'autres pays - n'est pas immorale : sa morale à elle, c'est l'amoralité... La manière dont procède l'enrichissement d'un tout petit nombre est, dans la finance, à peu près la même que celle qui conduit à donner des dizaines de millions à certains footballeurs pour taper dans un ballon. C'est ce modèle, produit du néolibéralisme, qui est offert à chacun, et aux jeunes en particulier, en guise d'idéal. Il repose fondamentalement sur l'excitation de l'envie, l'exacerbation du chacun pour soi et l'exclusion de pans entiers du corps social. Le principal défi du politique aujourd'hui, c'est d'empêcher l'accentuation de l'exclusion portée par ce nouveau modèle productiviste qui pose une surconsommation impossible comme ultime moyen d'existence sociale. En un mot, ce n'est pas le multiculturalisme qui ne marche pas, mais bien le néolibéralisme qui est victime de la crise qu'il entretient. (Daniel Cohn-Bendit)

Extraits du débat entre Jean-Pierre Chevènement et Nicolas Bavarez à propos de la mondialisation (Nouvel Observateur n°2444 du 8 au 14 septembre 2011).

NB : Avant de juger, les faits. La mondialisation n'est ni « heureuse » ni « malheureuse », c'est un fait historique, le grand principe du XXIème siècle (...)

JPC : (...) Avant de décrire la mondialisation comme un « fait », il faut dire qu'elle est d'abord un choix politique. Le triomphe du néolibéralisme avec l'élection de Thatcher et de Reagan s'est traduit, au nom du dogme de « l'efficacité des marchés », par une complète dérégulation, notamment en matière financière. La financiarisation aboutit à la dictature d'un actionariat prédateur. En Europe, cette déréglementation s'est faite à partir de l'Acte unique sur la base

duquel 300 directives, dont celles de libération des mouvements de capitaux, ont été prises. Avec la libéralisation des services publics et l'interdiction des politiques industrielles, cette dérégulation généralisée à l'échelle du monde a provoqué la crise globale du capitalisme financier. Et c'est parce que ce choix politique est remis en cause, parce que le système qu'il a mis en place s'effondre, que le mot « démondialisation » rencontre autant d'écho. Car la démondialisation est aussi politique.

NB : (...) Depuis 1992, l'économie mondiale a connu un cycle de croissance historique de 4 à 5% par an. Avec, certes, des inégalités ; mais, surtout, l'émancipation d'un milliard d'hommes du cercle infernal de la pauvreté. La mondialisation enrichit le monde mais elle conduit les pays développés à partager des avantages dont ils étaient les seuls à bénéficier. (...) Aujourd'hui, une petite fille qui naît a une chance sur deux d'être centenaire, et nous allons vers une société à cinq générations. L'organisation ternaire du cycle de vie -j'étudie, je travaille, je suis retraité- ne fonctionne plus. Il faut réorganiser, partager, redistribuer la formation et le travail sur le cycle de vie car une seule génération ne pourra pas en faire vivre quatre autres.

Certains ne se servent de leur tête que pour taquiner le peigne... (Joan-Manuel Serrat)

Si je prône une certaine amnésie à l'égard des événements de 68, c'est parce que je suis agacé du statut référentiel sublimé qu'on persiste à leur attacher. Même si je leur reconnais une valeur historique, ils n'ont en effet rien à voir avec ce qui se passe aujourd'hui ! Chaque époque incapable de se réformer a les récoltes qu'elle mérite. En 68, nous étions prométhéens. L'avenir ne nous faisait pas peur. Nous voulions maîtriser notre vie, et le futur nous apparaissait radieux. Les jeunes indignés actuels -de Madrid à Jérusalem- se vivent comme les exclus d'un système qu'ils ne cherchent pas à remplacer par un nouvel idéal socialiste, libertaire ou je ne sais quoi encore... Ils rêvent d'une « explosion » qui emporterait tout ce que la société a de moribond pour les exfiltrer d'un monde néolibéral barbare qui les marginalise. Il est donc inutile de me demander de détecter dans la moindre révolte les formes de réminiscence de 68. Oublier 68, c'est se libérer du passé pour s'inventer un nouvel avenir. (Daniel Cohn-Bendit)

Entendons-nous. Je ne suis ni sondologue ni politolâtre, je ne fonde ce propos sur le travail d'aucun expert. C'est bien pourquoi je sais ce que je dis. (François Reynaert)

Ruissellement est la traduction française de l'expression *trickle-down economics*. La théorie qui porte ce nom consiste à clamer sur tous les tons que l'enrichissement des riches ne doit pas être dénoncé car les pauvres eux-mêmes en bénéficient. Comment ? En profitant de l'effet d'entraînement, en cascade, qui permet à la richesse de « ruisseler » du haut vers le bas de l'échelle sociale. Une antienne en découle : ne tapez pas sur les plus riches car ils créent des emplois, dynamisent l'économie, créent de la « valeur » dont, au bout du compte, tout le monde profite. (...) L'ennui, c'est que cette « théorie » est périmée depuis longtemps. On constate -et on mesure- aujourd'hui que l'enrichissement des nantis ne « ruisselle » plus du tout. Tout là-haut, les vannes ont été fermées et les riches se sont, de facto, exclus du « monde commun ». Ils ont fait sécession. (Jean-Claude Guillebaud)

Il m'a fallu plus de trente ans de journalisme pour me poser cette question, mais je ne peux plus l'éluder : et si, après tout, la gauche avait raison ? (...) Les riches dirigent un système mondial qui leur permet d'accumuler du capital et de payer le travail le moins cher possible et sont les seuls à profiter de la liberté qui en découle. (Charles Moore, ancien directeur du très conservateur journal britannique *Daily Telegraph*)

Jusqu'à cette époque [l'affaire Dreyfus], la gauche (nom sous lequel on regroupait alors les différents courants libéraux et républicains) avait toujours combattu sur deux fronts. D'un côté, contre le « péril clérical et monarchiste » (incarné par les « blancs » de la droite conservatrice et réactionnaire) et, de l'autre, contre le « danger collectiviste » symbolisé par les « rouges » du camp socialiste fermement attachés, quant à eux, à l'indépendance politique du prolétariat (c'est pourquoi on ne trouvera jamais un seul texte de Marx où il se réclamerait de la gauche ou, a fortiori, de son union). Ce n'est qu'en 1899, face à l'imminence d'un coup d'État de la

droite d'Ancien Régime et de ses nouveaux alliés « nationalistes », que la gauche moderne va véritablement prendre naissance, sur la base d'un compromis (au départ purement défensif) entre les « bleus » de la gauche originelle et les « rouges » du mouvement ouvrier (et cela malgré l'opposition farouche des anarcho-sindicalistes). C'est dans ce compromis historique ambigu entre libéraux, républicains et socialistes (compromis scellé contre la seule « réaction » et qui allait donner à la gauche du XXème siècle sa mystique particulière) qui s'est trouvé progressivement remis en cause, au début des années 1980, à mesure que s'imposait partout l'idée que toute tentative de rompre avec le capitalisme (...) ne pouvait conduire qu'au totalitarisme et au goulag. C'est avant tout dans ce nouveau contexte que la gauche officielle en est venue à renouer (sous un habillage antiraciste et citoyen) avec ses vieux démons modernistes du XIXème siècle, lorsque sous le nom de « parti du mouvement » elle avait déjà pour mot d'ordre « ni réaction ni révolution ». Et comme la droite d'Ancien Régime a elle-même cédé la place à celle des adeptes du libéralisme économique de Tocqueville et de Bastiat (qui, on l'oublie trop souvent, siégeaient tous les deux à gauche), on peut donc dire que l'opposition de la droite et de la gauche, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne constitue pas, pour l'essentiel, qu'une réactualisation de certains clivages qui, à la fin du XIXème siècle, divisaient déjà le vieux « parti du mouvement » (on dirait maintenant le parti de la croissance et de la mondialisation). Cette disparition progressive des anciens partis blanc et rouge au profit d'un antagonisme électoral intérieur au seul parti bleu explique bien des choses. (Jean-Claude Michéa, auteur de *Le complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès* aux éditions Climats)

A l'origine, le libéralisme se voulait simplement une doctrine des limites qu'il convenait d'imposer à l'emprise de l'État, des Églises et de la tradition afin de protéger la liberté individuelle. Dans la pratique, cette doctrine conduisait donc à défendre le modèle d'une société « axiologiquement neutre » (ou sécularisée) dans laquelle chacun pourrait vivre comme il l'entend, sous réserve de ne pas nuire à autrui (le libre-échange n'étant que l'application de ce principe général à la sphère des activités économiques). Si ce système a pu fonctionner si longtemps de façon cohérente c'est toutefois parce qu'il continuait de s'appuyer implicitement sur un certain nombre de valeurs (...) dont personne ne songeait encore à questionner l'évidence. (...) Or, à partir du moment où toutes les formes existantes de catégorisation philosophique commencent à être perçues comme de pures constructions arbitraires et discriminantes (et le libéralisme culturel conduit tôt ou tard à cette conclusion postmoderne), le système libéral devient nécessairement incapable de définir par lui-même ses propres limites. Et de même qu'une croissance économique illimitée est condamnée à épuiser progressivement les ressources naturelles qui la rendent possible, de même l'extension illimitée du droit de chacun à satisfaire ses moindres lubies personnelles ne peut conduire, à terme, qu'à saper tous les fondements symboliques de la vie en commun. A l'image du roi Midas, mort de pouvoir tout transformer en or, il semble donc que les élites globales du libéralisme moderne soient désormais philosophiquement prêtes, pour satisfaire leur cupidité, à détruire jusqu'aux conditions même de leur propre survie. (Jean-Claude Michéa, auteur de *Le complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès* aux éditions Climats)

Ce qui m'intéresse, c'est d'amener mes interlocuteurs à remettre en question leurs certitudes. Toute pédagogie, dans l'esprit des Lumières, consiste à transmettre des connaissances qui permettent aux gens de prendre des distances à l'égard de leurs propres appartenances. (...) Si j'appartenais à une collectivité organisée, parti politique ou autre, ma liberté de parole serait limitée. Je conçois et je respecte tout à fait qu'on s'engage dans un parti, j'ai toujours encouragé mes étudiants à le faire. Mais je récuse la logique du : « Tu ne dois pas dire ça car cela fait le jeu de l'adversaire ». Si je devais m'interdire de parler comme ceux que je n'aime pas, alors je ne parlerais jamais. (...) Je ne suis pas ce qu'il est convenu d'appeler un « intellectuel e gauche » (...) Disons que je suis de gauche dans la mesure où j'ai toujours voté à gauche. Mais j'ai toujours applaudi les décisions d'un gouvernement pour lequel je n'avais pas voté quand je considérais qu'elles étaient positives. (...) Actuellement nous avons le premier président que je ne peux en rien admirer. (Alfred Grosser)

Les marchés ne savent plus où ils en sont : ils exigent que les États réduisent leurs déficits et, en même temps, ils redoutent que ce serrage de ceinture n'entraîne une récession qui ne ferait,

à son tour, qu'aggraver les déficits. (Jean-Pierre Juyet, Président de l'Autorité des marchés financiers)

La scolarisation des 15-19 ans est passée en quinze ans de 89% à 84% en France tandis qu'elle augmentait de 8% en moyenne dans les pays membres de l'OCDE et de 9% aux États-Unis. En même temps, la dépense publique en faveur de l'éducation est passée de 6,3% à 5,6% du PIB. Par ailleurs, les rémunérations de nos enseignants restent parmi les plus basses d'Europe ; à titre de comparaison, un prof de lycée débutant gagne le double en Allemagne (qui est un pays, certes, riche) mais aussi 65% de plus en Espagne dont le niveau économique est pourtant bien inférieur à celui de la France. Enfin, si nos bons élèves rivalisent avec les meilleures grosses têtes étrangères, les moins bons sont distancés par la plupart des autres cancre : l'écart entre nos premiers et nos derniers est parmi les plus forts de l'OCDE, juste après la Hongrie et le Luxembourg.

A propos des iPad et autres tablettes et livres électroniques : « Quand on crée une même machine qui contient YouTube, Facebook, TF1 et Dostoïevski, et bien, ayons l'honnêteté de le dire, Dostoïevski est mal barré ». (Frédéric Beigbeder)

Lula et Hugo Chavez, malgré les réserves qu'on peut avoir quant à leur gouvernance, spécialement pour ce dernier, on fait sensiblement reculer la pauvreté au Brésil et au Venezuela respectivement pendant qu'en même temps, dans la riche France, la pauvreté augmentait tout aussi sensiblement... (Jean-Luc Mélançon)

Dans les années 80, avec un Smic on pouvait acheter environ 1.300 baguettes. En 2011, seulement 1.000. Il manque donc 300 baguettes au smicard actuel... (Jean-Luc Mélançon)

La production des champs [de pétrole] existants décline de 5% par an à mesure que les réserves s'épuisent ; si bien qu'il faudrait que le monde ajoute l'équivalent de quatre Arabie Saoudite ou de dix mers du Nord dans les dix prochaines années rien que pour maintenir l'offre à son niveau actuel, avant même un quelconque accroissement de la demande. (Peter Voser, PDG de Shell)

Pour savoir lui-même ce qui s'est vraiment passé, DSK s'est procuré chez le procureur le rapport sur son rapport avec Nafissatou. (Eliseo Alvarez, le courrier du lecteur du N.Obs)

Réfléchissons au tour que prend la campagne présidentielle : une compétition de chiffres, un assaut de statistiques. Loin de moi l'idée de sous-estimer l'importance des taux de croissance ou l'étiage (mesurable) du chômage. Mais qui peut croire une seconde que la politique se ramène à cela ? (...) Un projet politique, s'il doit intégrer des chiffres, c'est d'abord une vision, un dessein. Lorsqu'elle devient hégémonique, la « raison calculatrice » est une forme étriquée de la bêtise. (...) La deuxième forme de la bêtise contemporaine c'est bien la communicante. En humiliant la parole, elle affouille peu à peu la démocratie représentative. (...) La vraie parole, celle qui touche et convainc, ne se « fabrique » pas. (Jean-Claude Guillebaud)

La mondialisation fabrique des esclaves au Sud et des chômeurs au Nord. (Arnaud Montebourg)

Il est parfois impossible de faire machine arrière : essayez de faire un œuf à partir d'une omelette ! (Joscha Fisher, ex-ministre « vert » allemand des affaires étrangères)

La dette française est passée de 1.152 milliards d'euros (64,1% du PIB) en début du quinquennat de Nicolas Sarkozy (2007) à 1.810 milliards (89% du PIB !) prévus en 2012. La crise, quant à elle, n'est responsable que d'un tiers de cette augmentation... (source : INSEE prévisions OFCE)

Plus de 80% des français gagnent moins de 3.000 € par mois. (...) Mais quand on regarde tout en haut de la hiérarchie, on découvre des gains que le commun des mortels n'imagine même pas, qui se comptent en dizaines, en centaines de milliers, voire en millions d'euros. (...) On nous a raconté depuis des années que la fortune est le couronnement de talents hors norme

et d'entrepreneurs exceptionnels, et que l'essor des riches est une bénédiction pour la société qui les entoure. Résultat : la France est aujourd'hui le troisième pays au monde qui accueille le plus de millionnaires en dollars. En revanche, la croissance économique et les bénéfices pour la société se font toujours attendre. (Thierry Pech, journaliste)

Je préfère, et de loin, ceux qui osent vivre leurs rêves à ceux qui se contentent de rêver leur vie.

Les laboratoires pharmaceutiques ont sauvé les meubles. La Loi sur le médicament discutée à l'Assemblée ne chamboulera pas les étranges mécanismes qui permettent de fixer les prix de leurs produits. (...) Le magnifique graphique publié au chapitre « Évaluation des médicaments » dans le rapport d'activité de la Haute Autorité de la Santé vaut mieux qu'un long discours. En 2010, sur 287 spécialités étudiées et évaluées, deux seulement ont obtenu la meilleure appréciation, « ASMR I », c'est-à-dire une amélioration « majeure ». Deux autres sont gratifiées d'un progrès « important », neuf de « modéré », onze de « mineur ». Et le gros de la troupe (263 médicaments) a vaillamment décroché une « ASMR V ». Autrement dit, ils n'offrent « aucune amélioration » par rapport aux produits déjà présents sur le marché. Mais ces notes de cancre n'ont aucune conséquence sur les affaires. C'est-à-dire, l'obtention d'un remboursement confortable, condition d'une prescription massive. (...) Grâce à ce texte (...) ils pourront continuer de vendre à prix d'or des produits qui n'ont de nouveau que leur nom mais coûtent toujours plus cher et creusent le trou de la Sécu. (Brigitte Rossigneux, *Le Canard enchaîné*)

La vie est un assassinat permanent. (Grisélidis Réal, ancienne prostituée)

S'il existe une éthique politique, c'est celle qui consiste à se révolter avec la conscience absolue et tragique que l'insurrection comporte toujours le risque de l'esclavage. Et en se rappelant que ne rien faire, c'est l'assurance de la servitude, de l'abjection, de la décadence et de la violence institutionnelle. (Etienne Balibar)

S'indigner, c'est retrouver une dignité perdue. (Daniel Cohn-Bendit)

Plus de 8 millions de personnes en France renoncent à se soigner faute de moyens financiers ou de couverture mutualiste. Parmi elles, beaucoup de personnes âgées, d'enfants, de personnes atteintes de maladies longues qu'ils traînent depuis longtemps. En fait, 29% des Français déclarent avoir dû, en 2011, annuler ou reporter des soins médicaux pour des raisons financières. Un pourcentage plus important qu'aux États-Unis !!!

L'urgence n'est pas de changer le pansement mais de penser le changement. (Eva Joly, qui l'a « piqué » à quelqu'un de connu mais que j'ai oublié)

Avec la pornographie sur Internet, on est gavé de sexe. Pas étonnant que qu'il y ait des réactions de rejet par rapport à ce modèle d'hyper-consommation. On a eu la libération sexuelle des années 1960. Puis le libéralisme des années 1980. Aujourd'hui, le sexe, c'est un produit dérivé du capitalisme. (Vincent Cespèdes, philosophe)

Et voilà une illustration, presque caricaturale, de propos de Cespèdes ci-dessus rapportés. Dans « Polisse », le dernier film de Maïwenn Le Besco, il y a une scène tragi-comique où l'on voit une jeune fille faire une fellation à plusieurs garçons pour récupérer son téléphone portable. La réalisatrice, interviewée par le Nouvel Observateur, explique que dans certains milieux, c'est la routine. Les policiers lui ont parlé, par exemple, d'une fille qui s'était fait sodomiser par vingt mecs pour avoir un Happy Meal au McDo du coin...

En un mois, [les Bourses] montent de 20 ou 30% et en descendent aussi bien. Quand elles descendent : 120 milliards d'euros (ou 200, ou 50) « partis en fumé », nous dit-on. Quand elles montent, de 120 milliards d'euros, ou 200, ou 50, on ne nous dit pas que c'est de la fumée qui est montée. Pourtant, ça doit bien en être, hein ? (Delfeil de Ton)

Depuis que le président Felipe Calderón a lancé, peu après son élection en 2006, son offensive contre les cartels de la drogue, plus de 41.000 homicides liés au crime organisé ont été recensés au Mexique. Pour la seule année 2010, le nombre de victimes a atteint 15.723 personnes.

Un 13 m² a été vendu en cinq minutes pour 170.000 euros à un père qui cherchait pour son fils de 10 ans une boîte postale dans le secteur du Collège Henri-IV, dans le 5^{ème} arrondissement de Paris. Une histoire banale. Du fait de la carte scolaire encore en vigueur pour le collège, de nombreux parents se saignent pour décrocher une adresse près de l'établissement désire. (...) En seulement 5 ans, entre 2006 et 2010, la part des étudiants salariés est passée de 13% à 22%, soit presque le double ! Pendant cette même période, le prix moyen des loyers mensuels a augmenté de 30% en province et de 58% à Paris. Et le prix des écoles de commerce réputées a connu une augmentation moyenne de 52% entre 2005 et 2011. A l'heure actuelle il faut compter, pour l'ESSCA Paris, 7.350€ de frais de scolarité annuels pendant cinq ans, auxquels il faut ajouter le prix d'un pied-à-terre parisien ainsi qu'un séjour obligatoire d'un an à l'étranger ; coût total de la formation : plus de 75.000€. !!! En conséquence, le pourcentage d'enfants de milieux aisés fréquentant les filières sélectives, qui était de 42,5% en 2004, a grimpé à 50,8% en 2010. Un fils de profs sur cinq entre dans une grande école d'ingénieurs. A contrario, on ne trouve pas d'enfants de cadres ou d'enseignants dans les bacs professionnels, et très peu en bac techno. Seulement 10% de fils d'ouvriers fréquentent les grandes écoles ; et à l'ENA ils ne représentent que 4%. Tout un symbole !!! La France est 33^{ème} sur 34 pays en matière de justice sociale à l'école (devant la Nouvelle-Zélande), avec près de 20% d'élèves en grande difficulté à 15 ans, deux fois plus qu'il y a dix ans. Et parmi eux, pas un enfant de cadre ou d'enseignant. Un étudiant de Polytechnique coûte quinze fois plus cher à la nation que celui d'une fac de droit. La gratuité à l'Université, quant à elle, n'est pas pour autant la panacée lorsque les aides aux étudiants sont limitées, notamment en France et en Espagne. La famille reste alors le principal pourvoyeur de fonds, ce qui rend le système assez injuste. Restent les vertueux États de l'Europe du Nord, où les études supérieures sont considérées comme un droit et non pas comme un privilège. L'université y est gratuite et les étudiants bénéficient, en plus, d'une allocation. Au Danemark, par exemple, le montant total des bourses et des prêts représente 0.67% du PIB (à comparer avec le 0.10% pour la France !) Et dans ces latitudes, la dépense par étudiant, bien supérieure à la moyenne de l'OCDE, reflète un attachement du pays à l'égalité des chances et à l'équité sociale. (d'après un dossier du *Nouvel Observateur*, octobre 2011)

Pour adhérer aux SS, il fallait d'abord abjurer sa foi judéo-chrétienne.

« Est-ce que je vous demande si vous vous appelez monsieur ou jeune homme ? Ma vie privée ne vous regarde pas ! » C'est ce que je répondais déjà il y a plus de vingt ans aux dragueurs invétérés. C'est aussi simple que ça ! Et aujourd'hui, je ne vois toujours pas pourquoi seules les femmes doivent cocher une case précisant madame ou mademoiselle. (Catherine Riou)

Voilà la preuve que les prisons sont, outre un outil de vengeance déguisée à peine plus civilisé que la Loi du Talion (en effet, s'il peut sembler « équitable » qu'un œil vaille un œil et une dent une dent -même si cette pratique risque de générer une humanité majoritairement borgne et édentée- on voit mal en vertu de quelle péréquation un vol à l'étalage peut valoir trois mois ferme et la fraude électorale répétée et massive être juste passible d'une peine d'inéligibilité passagère, par exemple), ne constituent qu'une fabrique massive de récidive : près de 60% (presque 2/3 donc) des détenus ayant purgé leur peine de prison y retournent dans les 5 ans qui suivent leur sortie. Quant on sait, en plus, que grâce à Nicolas Sarkozy et sa politique du « tout-repressif » et de la « tolérance zéro » (pour les autres, bien sûr, « racaille kartchérisable » de préférence), les peines prononcées sont automatiquement majorées en cas de récidive, on se dit qu'il est bien difficile de se sortir de cette funeste et fatale spirale infernale une fois qu'elle vous a happé.

L'habitude c'est de sacrifier l'urgence à l'essentiel, alors que l'essentiel c'est précisément l'urgence. (Edgar Morin)

Extraits du débat entre Nicolas Hulot et Pascal Brucner à propos de l'écologie (Nouvel Observateur n°2449 du 13 au 19 octobre 2011).

PB : L'écologie du désastre est d'abord un désastre pour l'écologie. (...) Le catastrophisme n'a pour seul effet que de nous désarmer (...)

N.O : (...) Comme disait un de mes amis économiste américain, Amory Lovins, l'optimisme et le pessimisme sont les deux facettes d'une même médaille : la résignation. Dans les deux hypothèses -soit que tout s'arrange, soit que tout s'effondre- on reste passif. Or il y a des processus irréversibles et d'autres sur lesquels on peut agir. (...)

PB : (...) Les écologistes sont des ventriloques qui parlent au nom des générations futures. (...) Le chantage à l'avenir a toujours été un moyen de tyranniser les hommes : le christianisme expliquait déjà que les péchés commis sur terre se paieraient au centuple en enfer. Le marxisme exigeait le sacrifice des masses populaires pour le bonheur des générations qui vivraient un jour dans le paradis socialiste. Nous sommes responsables de nos enfants et de nos petits-enfants ; mais, au-delà, cette charge devient abstraite : l'étendre à notre descendance sur cent ou deux cents ans est absurde ! On prend le risque de tyranniser les générations présentes sous prétexte de sauver une humanité future dont on ne sait rien. Tout subordonner à la survie permet en outre de détourner le regard des injustices du temps présent. Ce que je vois dans le courant écologique, c'est un phénomène très classique en Occident : le retour, au nom de la défense de la Terre-mère, de la peste ascétique. (...)

N.O. : (...) Je ne plaide pas pour une société ascétique, mais je crois qu'il y a certainement un point d'équilibre qu'il faudra bien trouver entre l'ascétisme obligatoire et le gâchis inconscient. 20% de l'humanité qui consomme 80% des ressources de la planète, comment appelez-vous ça ? L'idée n'est pas de pénaliser l'homme d'aujourd'hui au nom de l'homme hypothétique du troisième millénaire. C'est plutôt de concilier l'ensemble des contraintes. (...) Il faut trouver maintenant un autre modèle de développement en sachant qu'une croissance illimitée dans un monde limité n'est pas viable. Que 90% des matières premières et de ressources naturelles puissent disparaître à la fin du XXIème siècle, ce n'est pas une vue de l'esprit. Nous ne sommes là ni dans la morale, ni dans l'idéologie, ni dans la religion. (...)

P.B. : J'observe une attitude ambiguë dans le mouvement écologiste vis-à-vis de la science. D'un côté, il dresse une critique du progrès et de ses dérives déjà présente chez Rousseau. De l'autre, il invoque en permanence les études des savants qui justifient son combat. « Les scientifiques nous disent... », ainsi commencent toutes les objurgations vertes. C'est sur des travaux savants que les écologistes s'appuient pour asséner que la Terre a épuisé les ressources disponibles. Mais la science est d'abord une école du doute qui ne cesse de réfuter ses erreurs passées. A bien y regarder, l'écologie est en fait piégée dans l'idéologie qu'elle dénonce : celle du progrès, du calcul, du scientisme. Que savons-nous des capacités de la Terre à encaisser les pollutions contemporaines ou même le réchauffement ? (...) Il y a une réversibilité des dommages, la nature peut produire des contre-pouvoirs aux pollutions qu'elle affronte. Et si les stocks naturels sont limités, les ressources intellectuelles, elles, sont illimitées. (...)

Les salaires de nos enseignants sont parmi les plus maigres d'Europe : un prof débutant dans un lycée espagnol gagne 60% de plus qu'un Français. Un Allemand, le double. (Jean-François Julliard, *Le canard enchaîné*)

Les dogmes sur lesquels se fondaient nos anciennes querelles s'effritent à grande vitesse. Je parle bien des dogmes et pas des principes, gardons-nous de confondre les deux. Prenons l'exemple de cette querelle hystérique autour de la démondialisation. En réalité, ce n'est pas le principe du libre-échange qui est en question, c'est sa dogmatisation obtuse. Nous avons fait du libre-échange un article de foi, tant et si bien que la moindre objection à son sujet était passible d'une damnation politique. Ce n'est plus tenable. (...) Rouvrir aujourd'hui ledit débat du libre-échange consiste simplement à faire la différence entre un principe utile et un dogme destructeur. (Jean-Claude Guillebaud)

Dans un monde structuré par l'exploitation et l'oppression, des masses de gens n'ont à proprement parler aucune existence. Ils ne comptent pour rien. (...) Appelons ces gens, présents dans le monde mais absents de son sens et des décisions concernant son avenir, l'inexistant du monde. Nous dirons alors qu'un changement de monde est réel quand un inexistant du monde commence à exister. (...) C'est exactement ce que disaient et disent encore des gens dans les

rassemblements populaires en Égypte : on n'existait pas et maintenant on existe. (...) C'est pourquoi on parle de soulèvement : on était couché, plié, on se lève, on se relève, on se soulève. (Alain Badiou)

Tous d'accord, et « Le Canard » aussi, naturellement, pour affirmer le droit à la satire, à la caricature, à l'humour, à la dérision, à la polémique et au blasphème. Rien ni personne, aucune autorité, aucune puissance, aucune Église ne doit échapper au regard et à la plume, souvent cruelle, parfois injuste, du « quatrième pouvoir ». Et voilà Voltaire, le grand Voltaire, appelé à la rescousse pour proclamer, une nouvelle fois, que le premier devoir de celui qui combat les idées est de permettre à l'adversaire d'exprimer librement les siennes, même haïssables. (...) Le combat pour la liberté impose de traquer partout et sans relâche la confusion entre politique et religieux. Mais cette même liberté exige qu'on laisse tranquilles ceux qui font, sans bruit, leurs simagrées dans des églises, mosquées, synagogues ou temples. Le blasphème, la représentation grotesque ou humiliante du Prophète ne peut être interdite sous prétexte de loi divine. Mais elle touche indistinctement les uns et les autres. Est-ce bien nécessaire ? Au risque de pousser quelques musulmans choqués dans les bras des ultras ? Drôle de victoire. (Louis-Marie Horeau)

Les économies résultant du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'État pendant huit ans est exactement du même montant que le coût annuel de la baisse de la TVA sur la restauration. (Rapport 2010 de la Cours des Comptes)

A ceux et surtout à celles qui pensent que le coton bio est la panacée (...) lisez le guide « Eco-conception des produits textiles-habillement », de WWF. Remarquable. Pour produire un kilo de coton, qu'il soit bio ou pas, on consomme toujours de 5 000 à 17 000 litres d'eau ! (...) Il faut chaque fois s'enquérir du cycle agricole et productif complet et des ressources du pays concerné.

On compte un suicide de détenu tous les trois jours. Pour cette année 2011 (novembre), on en est déjà à 77. A cela s'ajoutent (...) ceux qui se suicident une fois sortis. Au final, des chiffres explosifs. (Laurent Jacqua, ex-détenu)

577 députés, 343 sénateurs, 30 ministres et secrétaires d'État. Si on baissait leur salaire de 1 000 euros, on ferait 950 000 euros d'économie chaque mois, soit, par an : 11 millions d'euros. (Roch Watrelot, le courrier du lecteur de l'Obs)

Les hommes trébuchent occasionnellement sur la vérité, mais la plupart se relèvent et continuent rapidement comme si rien ne s'était passé. (Winston Churchill)

La vie de près de 800.000 ménages en France appartient aujourd'hui aux sociétés de crédit, qui se répandent partout où rode le besoin, qui créent de la dette là où la nécessité émerge.

Les Chinois considèrent que leurs employés leur coûtent trop cher désormais ; ils songent à délocaliser leurs usines. En Inde peut-être bien. (Pascal Mérigeau)

En proposant un référendum, Papandréou avait fait le parti intelligent de la responsabilisation politique de son pays. Il a pris à contre-courant non seulement les dirigeants européens, mais aussi une société aux nombreux archaïsmes. (...) Mais les chefs d'État et de gouvernement européens ont préféré le risque d'un effondrement politique au prétexte d'éviter celui des marchés... Ce sont désormais ces derniers qui prétendent décider du fonctionnement politique et du cadre des réponses. Reste quand même à savoir ce que l'on veut ! Car la modernisation économique d'un pays passe nécessairement par la modernisation idéologique et politique de sa société. A moins qu'on cède aux sirènes des marchés qui semblent aujourd'hui préférer le modèle chinois ou russe, au détriment de l'expression démocratique... (Daniel Cohn-Bendit)

Si ce que tu as à dire est moins beau que le silence, alors tais-toi. (vieux proverbe chinois)

Lu dans le *Nouvel Obs* du 17 novembre 2011 : « Un homme de 39 ans a été condamné la semaine dernière par le tribunal correctionnel de Périgueux à un an de prison ferme pour avoir tenté, en juin 2010, de voler un paquet de bonbons à 2 euros dans une supérette. Les juges de Dordogne n'ont fait qu'appliquer la loi sur la récidive et les peines planchers chères au président Sarkozy, le casier du contrevenant comportant déjà une quinzaine de condamnations. » Ainsi va la « justice » en Sarkoland... J'ai honte !

(...) on oublie souvent de rappeler que 22% de sa population [de l'Allemagne, première économie européenne] vit encore sous le seuil de la pauvreté et que le salaire minimal y reste scandaleusement bas... (Daniel Cohn-Bendit)

Leaders sans charisme, sans marqueurs idéologiques, techniciens sans autre légitimité que leur « expertise », souvent inspirée par des recettes qui ont conduit leur propre pays à la faillite, surfant sur les marchés, dopés à la doxa libérale, une nouvelle vague de dirigeants prend le pouvoir en Europe. Sans susciter un regret des partants, usés ou paralysés. Sans emporter pour autant l'adhésion indispensable pour surmonter l'un des krachs les plus graves de l'histoire. (Jean-Gabriel Fredet : Europe, les marchés contre les peuples? *Nouvel Obs* du 24 novembre 2011)

Je ne peux m'empêcher de trouver lassants, voire dangereux d'un point de vue démocratique, ces raccourcis de pensée qui empêchent tout débat de fond. (Daniel Cohn-Bendit)

Je me demande si, en fait de consensus, on ne se trouve pas plutôt devant un effet de troupeau. (Nadine de Vos)

N'accomplis jamais un ordre avant de recevoir le contre-ordre. (vieux proverbe chinois)

Vivre est bien plus difficile que penser. C'est pourquoi il faut absolument penser sa vie. (André Compte-Sponville)

Les croyances non fondées ne disparaissent pas par ce qu'on en a démontré la fausseté, mais parce que leurs partisans sont morts ou ont perdu le pouvoir. (Max Planck)

C'est le charme de la Chine, le pays qui entend faire rêver le XXIème siècle avec la combinaison de deux cauchemars extraits du précédent : la dictature communiste sur le plan politique et l'ultralibéralisme sauvage pour ce qui concerne l'économie. (François Reynaert)

Ne soyons pas pessimistes, la crise s'arrêtera un jour ; mais pas avant que les parties hautes de la pyramide estiment que les sacrifices de la partie basse auront été suffisants. (Michel Affre, courrier des lecteurs du *Nouvel Obs*.)

Ces salauds de pauvres qui boudent le RSA. (...) Le discours sur le « cancer » des assistés va prendre du plomb dans l'aile : non, les pauvres ne pompent pas les finances de l'État jusqu'à la moelle. C'est le très officiel rapport du Comité national d'évaluation sur le RSA (...) qui le démontre. Plus d'1 million de foyers qui vivent avec quelques heures de boulot et pourraient donc toucher un complément de RSA ne le réclament pas. Un million ! Soit les deux tiers des ayant droit qui regardent passer les plats. Idem pour les chômeurs en fin de droits. Ils sont 1,8 million qui ne bossent pas du tout et pourraient bénéficier d'un RSA complet. Mais plus d'un tiers -650 000- ne le demandent pas. (...) Avec tout ça, l'État fait de jolies économies : 5,3 milliards d'aides non distribuées en 2010 ! « *C'est une économie sur le dos des pauvres* » râtre Martin Hirsch, l'inventeur du dispositif. Il réclame « *une vaste campagne d'information* », mais l'État n'est pas pressé. Le RSA a coûté 7 milliards l'an dernier. Alors, ajouter 5 milliards en temps de crise... (Isabelle Barré, *Le Canard enchaîné*)

Le problème du Centre c'est qu'il n'est ni à Gauche... ni à Gauche ! (François Mitterrand)

La vie, ce n'est pas ce qui t'arrive mais ce que tu fais avec ce qui t'arrive. (adage de la mère de Bill Clinton).

On prêche l'austérité générale au moment où le continent est clairement menacé de récession, ce qui revient à punir les peuples pour les fautes de leurs dirigeants. (Laurent Joffrin)

C'est parce que nous sommes dans la merde jusqu'au cou que nous marchons la tête haute. (Dario Fo)

Je renie le baptême (...) C'est moi (et non Jésus-Christ) qui a été crucifié au Golgotha, et je l'ai été pour m'être élevé contre Dieu et son Christ, parce que je suis un homme. (Santonin Artaud)

Le renard perd le poil, pas le vice.

Environ 8% du patrimoine financier des français, soit quelque 800 milliards, sont planqués dans les paradis fiscaux. A titre de comparaison, le déficit public de la France s'élève à 150 milliards. (Philippe Castelnaud, expert à La Tribune)

Candidat aux cantonales de 2011, Michaël Dozière a un peu de mal à digérer l'histoire d'un Balladur faisant déposer, en 1995, quelque 10 millions de francs en liquide sur son compte de campagne sans que le Conseil constitutionnel y trouve à redire. Alors qu'il vient, lui, de se faire rétamé en justice pour à peine moins que ça... A Douai, Dozière, inconnu sans étiquette, avait fait un score faramineux : 2,9% des voix. Sans un rond pour faire campagne, ses dépenses s'étant résumées à une seule et unique facture : 1.320 euros, payés de sa poche, pour imprimer sa profession de foi. Du coup, notre petit candidat n'a pas eu recours à un expert-comptable pour déposer ses comptes, comme l'impose l'article 52-12 du Code électoral : « *Cela m'aurait coûté 200 ou 300 euros de plus* » soupire ce cadre. Tan pis pour lui. Pour avoir pris cette impardonnable liberté avec la loi, le tribunal administratif de Lille vient de le condamner à 1 an d'inéligibilité. « *Autant qu'Alain Juppé dans l'affaire des emplois fictifs !* » s'étrangle notre novice. Et il n'est pas sensible à l'hommage ? (Isabelle Barré, *Le Canard enchaîné*)

Le suffrage universel est parfois aveugle. Il arrive que des hommes de qualité soient battus et des tocards, élus. (Nicolas Sarkozy)

J'ai voulu vendre mon âme au diable. Malheureusement, il n'avait pas de monnaie. (Grégoire Lacroix)

Se priver de plaisir dans l'espoir de gagner le paradis est aussi stupide que de vendre ses meubles pour payer le déménagement. (Grégoire Lacroix)

Si Dieu avait été nantais, il n'y aurait pas doté l'homme d'une mâchoire inférieure mais d'une mâchoire atlantique. (Grégoire Lacroix)

Ceux qui crient : « Mort aux cons ! » sont rarement conscients d'avoir une attitude suicidaire. (Grégoire Lacroix)

Tolstoï et moi, nous sommes sur un pied d'égalité : je n'ai rien lu de lui et réciproquement. (Grégoire Lacroix)

Un tube n'est jamais qu'un trou qui se prolonge. (Grégoire Lacroix)

Une serviette n'est jamais qu'un torchon qui a réussi. (Grégoire Lacroix)

$E=mc^2$; mais si on discute un peu on peut l'avoir pour beaucoup moins cher. (Grégoire Lacroix)

Il suffit d'une seule plante carnivore dans une salade pour qu'elle ne soit plus végétarienne. (Grégoire Lacroix)

Je ne crois pas en Dieu, mais j'ai toutes les raisons de penser que c'est réciproque. (Grégoire Lacroix)

Les cheveux, au lieu de maudire ceux qui tombent, félicitez ceux qui restent. (Grégoire Lacroix)

La distinction entre les états inconscients et conscients du psychisme est le moyen souverain pour croire tout ce que l'on veut en psychologie. (William James)

Si tu vois un laxatif cul sec, il ne le restera pas longtemps. (dicton suédois)

En faisant de l'argent le mobile unique ou presque de tous les actes, la mesure unique ou presque de toutes les choses, on a mis le poison de l'inégalité partout. (Simone Weil, en 1949 !)

L'argent est devenu un parasite qui dévore l'économie, le capital un prédateur qui pille la société. (André Gortz)

Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'argent est maître sans limitation ni mesure. (Charles Péguy, en 1910 !)

Seuls les combats qui n'ont pas été menés sont des combats perdus.

Les niches fiscales profitent surtout aux plus fortunés : selon le Conseil des Prélèvements obligatoires, 4.799 contribuables -en théorie imposables dans la dernière (plus forte) tranche- n'ont pas payé d'impôts sur leurs revenus 2010 grâce aux niches !

Dans les années 1960, il fallait onze ans à un ménage de catégorie moyenne pour atteindre la catégorie aisée. Aujourd'hui il en faut trente-deux (presque trois fois plus !) (Laurent Wauquiez)

Je ne crois pas aux citoyens du monde ni aux villages planétaires. Je ne sais pas ce que pourrait être un monde sans nations. (Jean Daniel)

La rémunération des PDG du CAC 40, versée pour 2010, a progressé de 34% pour atteindre 4,1 millions d'euros en moyenne, selon le rapport annuel du cabinet Proxinvest. La moyenne française n'atteint pourtant « que » 50% de celle des patrons britanniques...

Un étudiant de Normale-Sup coûte en moyenne 50.000 euros par an à l'État, contre environ 10.220 euros pour un étudiant moyen. En plus, ces très chers élèves, payés pour être à l'école, signent un contrat qui les engage pour 10 au service de l'État en tant qu'enseignants ; mais beaucoup rejoignent directement le privé, sans rien rembourser.

Rarement une élection présidentielle aura été, à ce point, saturée de chiffres. Une impression d'asphyxie en découle, comme si les calembours remplaçaient les cerveaux. (...) Cette superfluité de chiffres procède -aussi- d'une obscure barbarie. C'est ce qu'on pourrait appeler l'obsession calculatrice, ou « *la pensée du nombre* ». L'air du temps est colonisé par les chiffres. (Jean-Claude Guillebaud)

Un milliard d'humains n'a pas accès à l'eau potable.

La théorie des marchés-efficients-qui-s'autorégulent n'a jamais été scientifiquement prouvée. Et on peut dire qu'elle a montré ses limites. On arrive au bout de trente ans de vision libérale anglo-saxonne des marchés financiers. Il est minuit moins le quart... Et c'est la galerie des horreurs ! (Dominique Cerruti, directeur général adjoint de la Bourse NYSE Euronext)

Jeunes gens qui regardez la télé en moyenne 1heure et 55 minutes par jour, sachez que Nonce Paolini, le patron de TF1, fonde beaucoup d'espairs sur vous. Devant un parterre d'analystes financiers réunis le 16 février 2012, il a affirmé : « Les jeunes ont une qualité formidable :

c'est qu'ils vont vieillir et ne vont pas tarder à rejoindre leurs aînés qui, eux, passent 3 heures et 47 minutes par jour devant le poste. »

Les politiques d'austérité et de restriction prônées en Europe ont-elles la moindre chance de sauver le Vieux Continent du désastre de l'endettement ? (...) Les économistes raisonnables s'accordent pour répondre non à cette question brûlante. J'ai lu avec attention, épluché même, le hors-série publié par l'Observatoire français des Conjectures économiques (...) A lire ces pages argumentées, techniques, factuelles, on voit bien que l'austérité ne « marchera » pas, qu'elle sera même contre-productive, du moins si cette politique est étendue à l'Europe entière, ce qui est visiblement le cas. La stratégie déflationniste, en asphyxiant la croissance, creusera la dette et annulera illico le bénéfice des efforts imposés aux peuples. Pire encore, en disqualifiant la raison démocratique, l'austérité alimentera de façon mécanique le « *risque de dérives populistes* », pour reprendre la formule de Philippe Weil, nouveau président de l'OFCE. Que l'on comprenne bien. Écrire cela n'est pas s'aveugler sur la dette. Elle est insupportable, historiquement inacceptable. La question ne porte donc pas sur la gravité de la « maladie », mais sur l'efficacité du remède administré. Or tout indique que l'austérité générale est une potion toxique qui tuera le malade pour mieux le guérir. (...) La courte vue est un crime contre la raison. (Jean-Claude Guillebaud)

Je me méfie de certains « ultras » de la dévotion à cette entité supérieure qu'est la Nature, qu'on finit par prendre fallacieusement comme une source de sagesse et de morale. Je le confesse : cette religiosité moderne heurte mon rationalisme et mon humanisme. (François Hollande)

Le juge Falcone adorait vivre, il voulait vivre. Mais il savait que l'on ne peut être heureux que si les autres peuvent l'être aussi. Et que le droit est l'unique fondement du bonheur. (...) C'est seulement quand survient la tragédie, le drame, que nous comprenons vraiment que les règles ne sont pas un moyen de brider les affaires, de mettre les entreprises en difficulté, mais, au contraire, un moyen de protéger la vie et de donner, à tous, la possibilité de vivre sereinement. (Roberto Saviano, auteur de « *Gomorra : dans l'empire de la camorra* »)

Aux États-Unis, où l'enseignement est payant et très cher, la dette étudiante vient de franchir le seuil des 1.000 milliards de dollars ! Elle est devenue la première cause d'endettement.

La « com » se substitue sous nos yeux à la délibération démocratique. (...) En imposant sa logique publicitaire, elle devient une idéologie invisible dont les citoyens n'ont pas encore appris à se méfier. (Jean-Claude Guillebaud)

On construit sur le sable des émotions plus que sur le ciment des convictions. (Jean-Paul Delevoye, ancien médiateur de la République)

Il est indécent qu'il existe deux justices : une justice pour les petits que l'on enfonce et une justice pour les puissants que l'on protège. (Jean-Louis Nadal, ancien procureur général près de la Cour de Cassation)

La psychanalyse est comme un zeppelin. On peut en améliorer le fonctionnement, mais cela reste des engins qui n'ont pas l'efficacité des avions. (Jacques Van Rillaer)

Psychanalyse : application hebdomadaire de mythes grecs sur les parties génitales. (Nabokov)

Impitoyable école d'égoïsme, la psychanalyse s'attaque avec le plus grand cynisme à de braves filles un peu paumées pour les transformer en d'ignobles pétasses, d'un égocentrisme délirant, qui ne peuvent plus susciter qu'un légitime dégoût. (Michel Houellebecq dans *Extension du domaine de la lutte*)

A aucun moment de l'histoire, nulle part dans la planète, les religions n'ont servi à rapprocher les êtres humains. Au contraire, elles n'ont servi qu'à séparer, brûler, torturer. Je ne crois pas en

dieu, je n'ai pas besoin de lui et, qui plus est, je suis une bonne personne. (José de Sousa Samarango, prix Nobel de littérature)

Il faut reconnaître que la liberté religieuse doit ses origines non pas aux Églises, non pas aux théologiens, même pas au droit naturel chrétien, mais à l'État moderne, aux juristes, et au droit rationnel profane ; en un mot, au monde laïque. (Jean XXIII)

Les êtres humains ne font jamais le mal de façon aussi accomplie et joyeuse que lorsqu'ils le font au nom de convictions religieuses. (Blaise Pascal)

Le délit dit de blasphème fut inventé par les curés pour soutenir des doctrines qui ne tiennent pas d'elles-mêmes. (Robert G. Ingersoll)

Au Koweït, le Parlement a voté, en première lecture, l'introduction de la peine de mort pour les délits de blasphème et d'insulte au prophète. Pas seulement à lui, d'ailleurs : également à ses femmes. (Delfeil de Ton)

En fait, je préfère la science à la religion. Si on me fait choisir entre Dieu et l'air conditionné, je choisis l'air. (Woody Allen)

Ce n'est pas dureté de cœur ou mauvaises passions qui conduisent certains individus vers l'athéisme, mais plutôt une scrupuleuse honnêteté intellectuelle. (Steeve Allen)

La religion constitue une insulte pour la dignité humaine. Avec ou sans religion, il y aurait des gens bons faisant le bien et des gens méchants faisant le mal. Mais pour que des gens bons fassent le mal, il faut la religion. (Steven Weinberg, prix Nobel de physique)

Dieu souhaite-t-il prévenir le Mal, mais il ne le peut point ? Alors il n'est pas tout-puissant. Le peut-il mais ne le souhaite-il point ? Alors il est maléfique. Le souhaite-t-il et le peut-il ? Alors, d'où vient le Mal ? Ne le souhaite-il ni ne le peut-il ? Alors, pourquoi l'appeler Dieu ? (Épicure)

Le christianisme a beaucoup fait pour l'amour en le transformant en péché. (Anatole France)

Je n'ai pas l'indignation sélective en matière de croyances et je ne souscris qu'à l'usage d'une saine raison contre les histoires à dormir debout racontées par toutes les religions. (Michel Onfray)

Il est évident que ce ne sont pas des philosophes et des poètes dans des fauteuils ministériels qui vont sauver le monde. Mais ils pourraient, circonstances aidant, aider à sa sauvegarde. (Václav Havel)

En Espagne, le chômage a bondi de moins de 8% de la population en 2008 à plus de 24% en 2012, dont 52% chez les jeunes (53% en Grèce).

Le sort des 8 millions de Français âgés de 18 à 25 ans ne cesse de se dégrader : un sur cinq vit désormais sous le seuil de pauvreté.

De nombreux jeunes ne veulent plus perdre leur vie à la gagner et partagent le sens de la fête. C'est la tendance à la « démoyennisation » de la société qui fait qu'une génération entière sait qu'elle n'a rien à attendre du système. La contestation du monde de la marchandise se développe en ne disant pas son nom. (Paul Ariès)

En 60 ans, les trois principales chaînes de télé aux États-Unis ont diffusé 1,5 million d'heures. C'est ce qu'on télécharge, aujourd'hui, sur YouTube, en 6 mois.

Pour la première fois, j'ai lu des articles de journaux qui n'avaient aucun rapport avec les faits, ni même l'allure d'un mensonge ordinaire. (...) J'ai vu l'histoire rédigée non pas conformément à ce qui s'était réellement passé, mais à ce qui était censé s'être passé selon les diverses

« lignes de parti ». Ce genre de choses me terrifie, parce qu'il me donne l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde. (George Orwell)

La moyenne de la rémunération annuelle des PDG américains est de 14,4 millions de dollars ; celle des salariés, de 42.230 dollars.

La finance intègre les rapports de force. Lorsqu'elle constate -et ce fut le cas au cours de ces dernières années- qu'elle n'a, en face d'elle, qu'incohérence, qu'inconsistance, bref, qu'impuissance, elle joue. Et elle gagne ! (François Hollande)

Il y a 2 millions de dépendants à l'alcool en France, avec 35.000 décès par an. Quant à l'autre drogue légale -le tabac-, on compte 30% de consommateurs quotidiens de 18 à 75 ans, entraînant la mort de 73.000 d'entre eux par an (chiffres de 2010)

Rares sont les êtres dont on ne peut dire aucun bien. (Eric Dupont-Moretti, avocat)

Le revenu moyen dans les pays les plus riches est cent fois supérieur à celui des pays les plus pauvres. On peut se demander, comme le fait le sociologue Gabriel Langouët, si ces hommes et ces femmes sont cent fois plus imaginatifs, plus intelligents ou plus travailleurs que les autres...

Il n'existe que deux choses infinies : l'univers et la bêtise humaine. Et encore, pour ce qui est de l'univers, je n'ai pas de certitude absolue. (Albert Einstein)

Dans son principe, comme dans son origine historique, la représentation est le contraire de la démocratie. La démocratie est fondée sur l'idée d'une compétence égale de tous. Et son mode normal de désignation est le tirage au sort, tel qu'il se pratiquait à Athènes, afin d'empêcher l'accaparement du pouvoir par ceux qui le désirent. La représentation, elle, est un principe oligarchique : ceux qui sont ainsi associés au pouvoir représentent non pas une population mais le statut ou la compétence qui fondent leur autorité sur cette population : la naissance, la richesse, le savoir ou autres. Notre système électoral est un compromis historique entre pouvoir oligarchique et pouvoir de tous : les représentants des puissances établies sont devenus les représentants du peuple ; mais, inversement, le peuple démocratique délègue son pouvoir à une classe politique créditée d'une connaissance particulière des affaires communes et de l'exercice du pouvoir. Les types d'élection et les circonstances font pencher plus ou moins la balance entre les deux. L'élection d'un président comme incarnation directe du peuple a été inventée en 1848 contre le peuple des barricades et des clubs populaires et réinventée par de Gaulle pour donner un « guide » à un peuple trop turbulent. Loin d'être le couronnement de la vie démocratique, elle est le point extrême de la dépossession électorale du pouvoir populaire au profit des représentants d'une classe de politiciens dont les fractions opposées partagent tour à tour le pouvoir des « compétents ». (...) Le suffrage universel est un compromis entre les principes oligarchique et démocratique. Nos régimes oligarchiques ont malgré tout besoin d'une justification égalitaire. Fût-elle minimale, cette reconnaissance du pouvoir de tous fait que, parfois, le suffrage aboutit à des décisions qui vont à l'encontre de la logique des compétents. En 2005, le Traité constitutionnel européen fut lu, commenté et analysé ; une culture juridique partagée sur internet, les incompetents ont affirmé une certaine compétence et le texte a été rejeté. Mais on sait ce qu'il advint ! Finalement, le traité a été ratifié sans être soumis au peuple, au nom de l'argument : l'Europe est une affaire pour les gens compétents dont on ne saurait confier la destinée aux aléas du suffrage universel. (Jacques Rancière, philosophe, ancien élève d'Althusser)

La prédiction est un art difficile ; surtout s'agissant de l'avenir... (anonyme clairvoyant)

Dans une interview au quotidien grec « *Kathimerini* », le Premier ministre du Luxembourg et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a reconnu que l'austérité imposée à la Grèce avait été une grave erreur. A ses yeux, il eût été « *plus logique de mettre dès le début l'accent sur la dimension de la croissance* ». Ce choix aurait sans doute permis à Athènes d'échapper à cinq années consécutives de récession. (...) Trouver cet aveu dans la bouche de celui qui fut l'un

des principaux -et des plus sévères- artisans de la « punition » infligée au peuple grec a de quoi faire bouillir. Ainsi, les nuits d'émeutes, les suicides des commerçants, la déréliction des plus jeunes, contraints de se réfugier chez leurs parents, le démantèlement accéléré des services publics : tout cela aura principalement résulté d'une « *erreur d'appréciation* » commise quelque part entre Bruxelles, Berlin et Luxembourg ? (...) Se rendent-ils compte, ces décideurs ingénus et ces hauts fonctionnaires stratosphériques, que leur légèreté -et leur sottise- ridiculisent le fonctionnement de l'Europe elle-même ? On imagine de quelle façon les citoyens grecs, exténués, découragés, indignés, auront reçu le *mea culpa* du bonhomme... (Jean-Claude Guillebaud)

Le voyage de monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le département de la Meurthe-et-Moselle s'inscrit dans le contexte de la campagne électorale et il effectuera ses visites en qualité de candidat. De facto, il convient d'être particulièrement attentif à la discrétion du dispositif mis en œuvre pour sa sécurité, car une exploitation médiatique de la mise à disposition des moyens de l'État aurait des conséquences importantes et particulièrement négatives sur l'image du Président de la République. L'utilisation de militaires en tenue civile est donc recommandée. (Note interne rédigée par le commandant de groupement de Gendarmerie du département de Meurthe-et-Moselle)

Jusqu'ou l'homme peut-il aller pour n'être plus un homme ? Et puis, sans en avoir conscience, on finit par s'installer dans l'idée que, oui, tout homme est un criminel en puissance, qu'il peut y avoir des situations qui le conduisent à cesser de faire partie de la communauté des hommes. La condition humaine, ce serait, au fond, de risquer à chaque instant d'être inhumain. Surtout, on en arrive à conclure qu'il n'y a plus désormais aucune idéologie ni aucune religion - insistons : aucune religion !- qui ne contienne de manière contournée, indirecte et même sublimée, une incitation au meurtre, une injonction aux hommes de tuer « les infidèles », d'imiter leurs ennemis et même de les surpasser en cruauté. (...) Je sais pourtant que l'homme est un être religieux, et l'histoire des religions me passionne. Puis-je pourtant me faire entendre de mes contemporains religieux ? (...) Je souhaiterais qu'un ensemble d'intellectuels chrétiens, musulmans et juifs reconnaisse qu'il y a dans tous les textes religieux, en particulier dans ceux issus du monothéisme, des stigmatisations, des mises à l'index, des bannissements qui peuvent être interprétés comme des appels au meurtre, et même comme un commandement de tuer. Ces intellectuels religieux s'engageraient à recenser les appels de ce genre, dont ils auraient le courage de reconnaître l'existence. Une fois ce grand pas fait, il leur reviendrait de s'entendre sur une interprétation commune du message religieux. Sans une telle initiative, ils risquent de rester, malgré eux, des missionnaires de la mort. (...) Si toutes les religions condamnent le meurtre, eh bien, alors, qu'elles le clament, qu'elles le vocifèrent, et nous serons toujours leur porte-voix. (Jean Daniel)

Jean-François Copé, cet Iznogoud en chemise oxford... (Laurent Joffrin)

Comment aujourd'hui prendre en considération un individu qui n'affiche aucun problème avec ses parents ou avec son histoire, qui a l'air aimé de ses enfants et qui, malgré un divorce, garde une relation de qualité avec son ex-épouse ? Un être dont la vie sexuelle et émotionnelle semble pondérée ? Un sujet insolite qui n'affiche ni complexe d'infériorité ni narcissisme surdimensionné ? Un homme qui paraît affranchi de toute maladie bipolaire, dégagé de la moindre addiction, dispensé de toute alléchante perversion et indemne des troubles obsessionnels-compulsifs les plus originaux ? L'affichage d'une telle stabilité apparaît aujourd'hui suspect : trop poli pour être honnête, trop irréprochable pour être inoffensif...quel être démoniaque peut-il bien se dissimuler sous un équilibre forcément factice ? Les esprits chagrins pourront se consoler en se rabattant sur le concept de « normopathie » forgé par certains psychanalystes... (Serge Hefez, psychiatre et psychanalyste)

La culture c'est la plante verte qu'on ressort avant la fin. J'attends toujours, à droite comme à gauche, une politique qui mette la culture au centre de la vie politique ; car ce n'est pas un secteur de la vie : c'est le sens même de la vie. (Olivier Pi, ancien directeur du Théâtre de l'Odéon et prochain directeur du Festival d'Avignon)

Nous ne vivons pas une « crise », mais une mutation civilisationnelle. Il ne peut donc être question d'une « stratégie de sortie » de je ne sais quoi. (...) Parler de « crise », c'est laisser croire qu'une fois celle-ci terminée, nous reviendrons à la situation antérieure. Rien n'est plus faux. (...) Voici un quart de siècle, quand on assurait qu'une croissance molle engendrait une société dure, on se référait aux vertus analgésiques de ladite croissance. En lubrifiant les rapports sociaux, en faisant croître les parts du gâteau, elle rendait moins insupportables les inégalités. Une société subitement privée de cette morphine redevient immanquablement batailleuse. Montrées dans leur nudité provocante, les inégalités augmentées redeviennent ce qu'elles sont : obscènes. (Jean-Claude Guillebaud)

Le « programme » de l'Espagne, comme ceux de la Grèce et de l'Italie avant elle, est désormais dicté par les agences de notation, la Banque centrale européenne, le FMI et l'Union européenne. La France (...) échappera-t-elle à cet engrenage de la rigueur imposé de l'extérieur ? (Sylvain Courage)

Quand je pense à tous les livres qui me restent à lire, j'ai la certitude d'être encore heureux. (Jules Renard)